

L'adresse—M. Bradley

pessimisme. Pour les jeunes femmes, il est de 16 p. 100, et pour les jeunes gens, il est de 20 p. 100. Je tenais à le préciser.

Quant à l'enseignement postsecondaire, si j'estimais que le fait d'augmenter les crédits dans ce domaine permettrait de régler les difficultés éprouvées par nos jeunes, c'est volontiers que je ferais au gouvernement une recommandation en ce sens.

J'ai déjà présidé une commission scolaire qui desservait un effectif de 12,000 étudiants et qui probablement comptait les enseignants les mieux rémunérés dans le monde. Il s'agit de la commission scolaire du Québec. Le gouvernement de la province a réduit de 20 p. 100 le traitement de ces enseignants. Je pense que cette tendance à réduire les traitements s'est propagée un peu partout dans le pays. La plupart des fonctionnaires au Canada ont vu leurs revenus soit réduits soit plafonnés à 6 et 5 p. 100, en conformité du programme national de restrictions, lequel bien entendu nous a permis de souffler et de nous assurer de relancer l'économie.

Je tiens à assurer au député que j'accorde une importance prépondérante au dossier de l'enseignement postsecondaire; mais pour le moment, je ne suis pas persuadée qu'en augmentant les subventions dans ce secteur, on permettra d'accroître l'effectif étudiant et d'améliorer la qualité de l'enseignement.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

QUESTIONS À DÉBATTRE

Le président suppléant (M. Herbert): A l'ordre. En conformité de l'article 45 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: le député de Churchill (M. Murphy)—La Commission de contrôle de l'énergie atomique—Les règlements régissant la sécurité des travailleurs—On demande des audiences publiques. *b)* L'augmentation du niveau de radiation permis; le député de Humboldt-Lake Centre (M. Althouse)—L'agriculture—L'échange de matériel génétique végétal; le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie)—Le revenu national—La rétroactivité des réclamations d'impôt.

* * *

LE DISCOURS DU TRÔNE

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend le débat de la motion de M. Jack Burghardt: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'il a fait à l'ouverture de la session.

M. Bud Bradley (Haldimand-Norfolk): Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je participe aujourd'hui au débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, bien que j'aurais préféré avoir cette occasion il y a environ trois ans. On est en droit de se demander pourquoi le gouvernement ne prépare pas chaque année un discours du trône, avec de nouvelles orientations et de nouvelles idées, conformément à la tradition. Certains ont prétendu que c'était parce qu'il avait fallu énormément de temps au gouvernement pour faire adopter ses projets de loi. Ce n'est pas bien convaincant étant donné l'abus qu'il a fait de la clôture. On pourrait penser que le gouvernement s'est rendu compte de la situation désastreuse de notre

pays et que, n'ayant pas de solution à proposer, il a repoussé les échéances pour ne pas avouer son embarras. On peut se rendre compte rapidement que ce n'est pas vrai. Il suffit pour cela de regarder toutes les propositions qui figurent dans le discours du trône. Si le gouvernement avait tant d'idées, pourquoi n'a-t-il pas fait un discours du trône l'année dernière ou l'année d'avant, de manière à fixer des objectifs au pays, ou du moins à lui laisser entrevoir cette possibilité?

Le discours du trône annonce un grand nombre de mesures, mais, s'il nous a été présenté maintenant, c'est uniquement parce que le parti libéral est tellement bas dans les sondages à quelques mois des élections. C'est à juste titre, je pense, que le président de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, M. John Bulloch, a pu déclarer:

Heureusement que les chats et les chiens ne votent pas; autrement on aurait aussi proposé quelque chose pour eux.

Dans ce discours du trône, on peut dire que le gouvernement a mis le paquet.

Je ne suis qu'un citoyen ordinaire d'une circonscription rurale bordant les rives tranquilles du lac Érié. Quand je pense à ma circonscription, je me demande ce que contient le discours du trône pour mes électeurs. Je voudrais parler de ma circonscription pendant quelques minutes. C'est une région magnifique du sud de l'Ontario, qui longe le lac Érié sur près de 100 milles. C'est une véritable mosaïque. Les genres de sol, les récoltes, la végétation, de même que la profession et l'origine ethnique des habitants sont extrêmement variés. En gros, la circonscription de Haldimand-Norfolk est une région rurale qui possède un bon éventail d'entreprises industrielles. Nous ne sommes pas peu fiers de la nouvelle société Stelco Lake Erie Works. Nous avons également la raffinerie Texaco, la centrale de Nanticoke de Ontario Hydro, la société American Can, IMC, ERCO et bien d'autres entreprises de toutes dimensions.

Les terres agricoles et les récoltes varient énormément entre l'est et l'ouest. Nos agriculteurs produisent depuis longtemps une grande diversité de produits: lait, céréales, haricots, tabac, œufs, bœuf, porc, poulet, dinde, pommes, fruits délicats, légumes et même arachides. Nous possédons une importante flotte de bateaux pour la pêche en eau douce. Cette flotte, avec les conserveries de poisson et les industries maritimes connexes, donne du travail aux deux ports de la circonscription.

L'origine des habitants vient encore enrichir cette mosaïque. Des Britanniques, des Hollandais, des Hongrois, des Allemands, des Belges, des Polonais, des Ukrainiens, des Portugais, des Grecs et des personnes d'autres origines ethniques travaillent côte à côte. Les habitants de la circonscription de Haldimand-Norfolk sont des gens fiers. Beaucoup sont descendants des pionniers. Tous espèrent que leurs enfants auront une vie agréable et productive, et ils prient pour cela.

Je vous ai parlé de ma région pour que vous puissiez voir que nous sommes des citoyens moyens, des gens fiers, venant de nombreuses couches de la société. Comme dans toutes les régions de ce pays formidable, nos préoccupations et nos espérances sont toutes simples: la santé et la prospérité pour nous, nos enfants et notre pays. Nous nous tournons vers le gouvernement pour savoir ce qu'il faut faire, mais en vain.

Les temps sont durs. D'accord, il ne faut pas s'attendre à ce que le gouvernement résolve tous les problèmes. Il y a bien des